

Table des matières

Sommaire	5
-----------------	---

Avant-propos

Diane BERNARD, Yves CARTUYVELS, Christine GUILLAIN, Damien SCALIA et Michel van de KERCHOVE	9
--	---

Introduction

Michel VAN DE KERCHOVE	11
Distinctions préliminaires	11
Chapitre 1. Fondement des incriminations	15
Section 1. En droit européen	15
Section 2. En droit international	18
Chapitre 2. Objectifs des incriminations	21
Section 1. En droit européen	21
Section 2. En droit international	22
Chapitre 3. Fondements des peines	22
Section 1. En droit européen	22
Section 2. En droit international	24
Chapitre 4. Objectifs des peines	25
Section 1. En droit européen	25
Section 2. En droit international	30

Première partie

Incriminations

La répression des crimes contre l'humanité : une plus-value pour l'humanité?

Damien VANDERMEERSCH	37
Chapitre 1. Le contexte d'émergence de l'incrimination	37
Chapitre 2. Aperçu des fondements et des objectifs de l'incrimination et de la répression	40

Section 1.	La nécessité de punir « universellement » ces crimes qui portent atteinte à l'humanité	41
Section 2.	La recherche de la paix et de la réconciliation	42
Section 3.	La prévention des crimes	43
Section 4.	La réparation	44
Section 5.	La protection de valeurs jugées essentielles et universelles	44
Chapitre 3.	Discussion des fondements et des objectifs	45
Section 1.	Une (in-)capacité universelle à réprimer les crimes les plus graves	45
Section 2.	La paix <i>vs</i> la justice	47
Section 3.	La prévention des crimes : le cri vain du « plus jamais ça ! »	48
Section 4.	Face à un mal irréparable, une reconnaissance	50
Section 5.	Une force symbolique sans égal	51
Conclusion		53
Contribution à l'étude des fonctions de la peine en droit international pénal		
Stefano MANACORDA		55
Prémisse		55
Chapitre 1.	Sens et non-sens d'un discours sur la peine en droit international pénal	56
Chapitre 2.	Trois questions pour la délimitation de l'objet : quelle justice pénale internationale, quels crimes internationaux, quelle phase de la procédure ?	58
Chapitre 3.	Les fonctions de la peine internationale au <i>moment de l'énoncé normatif</i> du crime et de la sanction	61
Chapitre 4.	Une parenthèse sur le fondement de l'incrimination : la fonction symbolique et l'inefficacité escomptée	63
Chapitre 5.	Les fonctions de la peine internationale au <i>moment du prononcé jurisprudentiel</i>	64
Chapitre 6.	Les fonctions de la peine internationale au <i>moment de l'exécution nationale</i> : une place pour la prévention positive ?	65
Conclusion		65

L'Union européenne et la traite des êtres humains

Chloé BRIÈRE et Anne WEYEMBERGH	67
Introduction	67
Chapitre 1. Les fondements et les objectifs poursuivis par les textes	70
Section 1. Les fondements	70
Section 2. Les objectifs	72
Chapitre 2. Le rapprochement des incriminations	75
Section 1. L'évolution de l'infraction « principale » : vers une plus grande spécialisation et un élargissement de la notion de traite des êtres humains	75
Section 2. L'évolution de l'incrimination des comportements secondaires	79
Section 3. À propos de l'incrimination du comportement des « utilisateurs » : du silence à une prise en considération	80
Section 4. La clause de non-poursuite ou de non-punissabilité des victimes de traite, une innovation de la directive	82
Chapitre 3. Le rapprochement des sanctions	84
Section 1. Vers un approfondissement du rapprochement des sanctions et une plus grande sévérité	85
Section 2. Vers une diversification limitée des types de sanctions	90
Conclusion	91

Les organisations internationales et la traite des êtres humains

Charles-Éric CLESSE	95
Introduction	95
Chapitre 1. La traite, un phénomène mondial	97
Chapitre 2. Le Protocole de Palerme	99
Chapitre 3. Une première définition de la traite des êtres humains	100
Chapitre 4. Les objectifs	102
Section 1. Une lutte contre la criminalité organisée	103
Section 2. La coopération	105

Section 3. L'aide aux victimes	105
Section 4. Les sanctions	107
Section 5. Les mesures de prévention	109
Conclusions	109

La lutte contre le terrorisme en droit international et en droit européen

Alessandro BERNARDI	111
Chapitre 1. Internationalisation de la lutte contre le terrorisme et érosion des droits fondamentaux	111
Chapitre 2. L'ONU et son activité articulée de lutte contre le terrorisme	113
Section 1. Les conventions de l'ONU en matière de terrorisme : caractère analytique des infractions prévues et caractère vague des prescriptions en matière de sanction	113
Section 2. Les résolutions du Conseil de sécurité concernant les sanctions individuelles contre des personnes et organismes suspectés d'entretenir des liens avec le terrorisme : caractère indéterminé des fondements des sanctions et précision de ces dernières	115
Chapitre 3. L'Europe et la lutte contre le terrorisme – Observation liminaire	118
Chapitre 4. Les conventions du Conseil de l'Europe en matière de terrorisme : instruments de réponse au crime dans le respect tendanciel des droits fondamentaux	120
Chapitre 5. L'Union européenne et sa réglementation anti-terrorisme avant le Traité de Lisbonne	121
Section 1. Les décisions-cadres de troisième pilier en matière de terrorisme entre demandes de répression et exigences (oubliées?) de protection des droits fondamentaux	123
Section 2. Les positions communes de deuxième pilier mettant en œuvre les résolutions du Conseil de sécurité en matière de terrorisme : leur portée afflictive intrinsèque et l'absence de garanties adéquates	125

Section 3.	Les règlements de premier pilier adoptés à la lumière des positions communes : la nature, formellement administrative mais pénale au fond, des sanctions individuelles qui y sont prévues et la reconnaissance difficile de formes de protection juridictionnelle	128
Chapitre 6.	Les instruments de l'Union européenne de lutte contre le terrorisme après le Traité de Lisbonne – Ombres et lumières dans leur évolution au niveau des procédures d'adoption et du contrôle juridictionnel	133
Chapitre 7.	Sur les éventuelles responsabilités du droit international et européen quant aux carences de la législation anti-terrorisme en matière de garanties	136
Conclusion		144
Incriminer les « groupes délinquants » organisés : des objectifs décalés		
	Maria Luisa CESONI	149
Chapitre 1.	Des pays précurseurs	150
Section 1.	Du crime organisé à l'organisation criminelle	150
Section 2.	La diffusion de définitions similaires	151
Section 3.	Une référence idéal-typique : la mafia	152
Section 4.	Le rôle instrumental de la définition légale	152
Chapitre 2.	De Vienne à Palerme : la recherche de mesures efficaces	154
Section 1.	Les fondements de l'incrimination	154
Section 2.	Portée et fonctions de l'incrimination	156
Chapitre 3.	L'Europe suit le mouvement pour aller plus loin	157
Section 1.	Le rôle fondateur de la « menace mafieuse »	158
Section 2.	Le rôle instrumental de la menace visée par l'incrimination	161
Section 3.	Des mesures d'exception	165
Conclusion :	des finalités explicites aux fonctions implicites	168

Réflexions sur la répression du crime organisé

Frédéric BERNARD	171
Introduction	171
Chapitre 1. Fondements	171
Chapitre 2. Objectifs et mise en œuvre	173
Chapitre 3. Le crime organisé et la Cour européenne des droits de l'homme	175

Les injonctions pénales du droit international et du droit européen en matière de drogue : un dialogue de sourds?

Christine GUILLAIN	179
Introduction	179
Chapitre 1. Le droit international pénal des drogues	180
Section 1. Du contrôle du marché licite des drogues à la lutte contre le trafic illicite	181
Section 2. La drogue : un « fléau » qu'il convient de « combattre »	182
Section 3. Une menace planétaire et prioritaire qui nécessite l'adhésion de tous les États	183
Section 4. Le recours au pénal pour assurer la mise en œuvre du droit international des drogues	185
Chapitre 2. Le droit pénal européen des drogues	191
Section 1. L'action de l'Union européenne en matière de trafic de drogue : une ascension fulgurante	192
Section 2. La décision-cadre du 25 octobre 2004 concernant l'établissement des dispositions minimales relatives aux éléments constitutifs des infractions pénales et des sanctions applicables dans le domaine du trafic de drogue	194
Section 3. Une évolution qui reste axée sur l'approche pénale	203
Conclusion	204

Prendre le droit international et européen de la drogue au sérieux ?

Renaud COLSON	207
Chapitre 1. Les fondements dogmatiques du recours au pénal	209
Chapitre 2. Les ressorts sociaux d'une stratégie punitive	211
Chapitre 3. Les objectifs du droit de la drogue contre le recours au pénal ?	213

Fondements et objectifs des incriminations et des peines en droit pénal international et en droit pénal européen en matière de blanchiment

John A.E. VERVAELE	217
Introduction : première approche des fondements et objectifs de l'incrimination	217
Chapitre 1. Évolution historique des incriminations en matière de blanchiment de capitaux dans le droit international public	221
Section 1. Convention de Vienne (1988)	221
Section 2. Convention de Strasbourg (1990)	223
Section 3. Groupe d'action financière sur le blanchiment des capitaux (GAFI-FATF) – G7 (1989) et ses quarante recommandations (1991)	224
Section 4. Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme (1999) – ONU	226
Section 5. Convention de Palerme contre la criminalité transnationale organisée (2000) – ONU	227
Section 6. Résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU (2001)	228
Section 7. Extension du pouvoir régulateur de l'exécutif : GAFI renforcé	228
Section 8. Convention de Varsovie (2005) – Conseil de l'Europe	231
Chapitre 2. Évolution historique des incriminations en matière de blanchiment de capitaux dans le droit européen d'intégration des Communautés européennes et de l'Union européenne	232

Section 1.	Introduction : blanchiment et compétence pénale des Communautés européennes et de l'Union européenne	232
Section 2.	Communauté européenne et première directive relative à la protection de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux (1991)	233
Section 3.	Blanchiment des capitaux au regard du Traité de Maastricht	234
Section 4.	Blanchiment de capitaux au regard du Traité d'Amsterdam	235
Section 5.	Blanchiment de capitaux sous le Traité de Lisbonne (2009)	238
Conclusion		241

Fondements et objectifs des incriminations et des peines en droit pénal international et en droit pénal européen en matière de blanchiment

Ursula CASSANI		247
Introduction		247
Chapitre 1.	Prémices d'une politique criminelle internationale et européenne en matière de blanchiment d'argent	247
Section 1.	Droit de l'Union européenne	248
Section 2.	Les instruments internationaux	249
Chapitre 2.	Fondements et objectifs de l'incrimination du blanchiment de capitaux	251
Section 1.	Nécessité de l'action sur le plan supranational	252
Section 2.	But de l'incrimination du blanchiment de capitaux	253
Chapitre 3.	Fondements et objectifs de la sanction	258
Section 1.	Peines applicables à la personne physique	258
Section 2.	Peines applicables à la personne morale	259
Section 3.	Confiscation	260
Chapitre 4.	Effets du dispositif de lutte contre le blanchiment d'argent	261
Conclusion :	nécessité de l'outil pénal dans la lutte contre le blanchiment d'argent	263

Les fondements et objectifs des politiques d'incrimination de l'Union européenne : le cas de la cybercriminalité

Paul DE HERT, Irene WIECZOREK et Gertjan BOULET	267
Introduction	267
Chapitre 1. L'approche normative et instrumentale du droit pénal de l'Union européenne	269
Section 1. Fondements du droit pénal de l'Union européenne	269
Section 2. Objectifs des incriminations de l'Union européenne	270
Chapitre 2. Une analyse normative. La cybercriminalité, une zone de criminalité transfrontalière et grave ?	273
Section 1. Limites terminologiques de la cybercriminalité	273
Section 2. Cybercriminalité : intrinsèquement transfrontalière ?	274
Section 3. Cybercriminalité : intrinsèquement grave ?	275
Chapitre 3. L'approche instrumentale. L'harmonisation des législations sur la cybercriminalité à la lumière de la coopération judiciaire : un argument valable pour la (méta-)incrimination au niveau de l'Union européenne ?	276
Section 1. L'argument de la coopération judiciaire et ses articulations	276
Section 2. Les limites de l'approche instrumentale pour l'harmonisation de la cybercriminalité	278
Remarques finales	280

La propriété intellectuelle dans le champ pénal international et européen

Daniel DE BEER	283
Introduction	283
Chapitre 1. De multiples controverses	284
Chapitre 2. Droit international pénal et droit d'auteur	286
Chapitre 3. Droit pénal européen et droit d'auteur	287
Section 1. Pourquoi s'intéresser à la Commission ?	288
Section 2. Les principes qui guident l'action de la Commission en matière pénale	288

Section 3. Commission, propriété intellectuelle et politique criminelle	289
Chapitre 4. Quelques commentaires critiques	294
En guise de conclusion	296
Le pénal supranational dans le champ de la propriété intellectuelle : une présence discrète dans les textes, un rôle symbolique fort dans le contexte international	
Alain STROWEL	297
Chapitre 1. De l'ADPIC à l'ACAC et au-delà, vers une criminalisation de la propriété intellectuelle au niveau international ?	298
Section 1. L'ADPIC	298
Section 2. L'ACAC	301
Section 3. Développement du pénal dans le droit conventionnel bilatéral	302
Chapitre 2. Le droit européen de la propriété intellectuelle : absence remarquable du pénal	303
Section 1. Rejet du droit pénal européen	303
Section 2. Contrefaçon <i>vs counterfeiting</i>	304
Section 3. L'avenir : vers un droit pénal européen pour protéger les informations confidentielles ?	305
Responsabilité pénale environnementale : examen des relations douteuses entre le droit international, le droit de l'Union européenne et le droit pénal des États membres	
Nicolas DE SADELEER	307
Introduction	307
Chapitre 1. Le droit international de l'environnement, un constat de manquement	308
Chapitre 2. Le droit communautaire de l'environnement, une discipline profondément marquée du sceau de la subsidiarité	309
Chapitre 3. Les limites générales posées par le droit communautaire à l'exercice des compétences pénales s'agissant de la protection de l'environnement	310

Chapitre 4. Genèse de la directive 2008/99/CE : le basculement des piliers	312
Chapitre 5. Analyse de la directive 2008/99/CE	315
Section 1. Base juridique	315
Section 2. Le choix de la directive en tant qu'instrument d'harmonisation	316
Section 3. <i>Ratio legis</i>	317
Section 4. Incriminations	317
Section 5. Sanctions	326
Section 6. Responsabilité des personnes morales	328
Conclusions	328
Responsabilité pénale environnementale en Europe : <i>quo vadis</i>?	
Michael FAURE	331
Introduction	331
Chapitre 1. La qualité des dispositions pénales	332
Section 1. Dépendance administrative ?	332
Section 2. Notions vagues	333
Chapitre 2. Pourquoi le droit pénal ?	336
Section 1. Et l'amende administrative ?	336
Section 2. Tendance à décriminaliser dans les États membres	337
Section 3. Stratégie dissuasive efficace ?	338
Chapitre 3. Pourquoi harmoniser ?	340
Section 1. Protection minimale de l'environnement ?	340
Section 2. Un système mixte de répartition des compétences	341
Section 3. La course vers le fond	341
Section 4. Sanctions effectives, proportionnées et dissuasives	342
Chapitre 4. Solutions alternatives	344
Conclusion	346

Deuxième partie
Éléments de procédure

L'application extraterritoriale du droit pénal

Raphaël VAN STEENBERGHE	351
Introduction	351
Chapitre 1. Fondements	354
Section 1. Compétence réelle	354
Section 2. Compétence personnelle	357
Section 3. Compétence universelle	363
Chapitre 2. Objectifs	369
Section 1. Lutte contre l'impunité	369
Section 2. Coopération	372
Conclusion	373

L'extraterritorialité au prisme des fondements et objectifs du droit pénal de l'Union européenne

Antoine BAILLEUX	375
Introduction	375
Chapitre 1. L'encadrement – La promotion des valeurs de l'Union	377
Chapitre 2. L'harmonisation simple – La coordination des législations nationales	380
Chapitre 3. L'harmonisation renforcée – La protection des intérêts de l'Union	383
Chapitre 4. L'unification – La protection de l'ordre social de l'Union	385
Conclusion	388

Les solides frontières du principe *ne bis in idem* : fondements et objectifs en droit européen et international

Diane BERNARD	389
Chapitre 1. Un principe transnational en droit européen, pour assurer la liberté de circulation	391
Section 1. Premiers pas au sein du Conseil de l'Europe	392

Section 2. Formalisation clé dans la Convention d'application de l'Accord de Schengen et la jurisprudence de la Cour	393
Section 3. Après Schengen, les perspectives	397
Chapitre 2. Un principe supranational en droit international pénal, pour lutter contre l'impunité	399
Section 1. Amorce devant les Tribunaux pénaux internationaux	399
Section 2. Renforcement clé devant la Cour pénale internationale	401
Section 3. Prospective jurisprudentielle : renier ou retrouver le fondement garantiste ?	405
Conclusion : un outil utile plus qu'un principe en voie de généralisation	406
La règle <i>ne bis in idem</i> en transition	
Juliette LELIEUR	409
Introduction	409
Chapitre 1. La phase de perturbation	413
Section 1. La mutilation de la règle <i>ne bis in idem</i>	413
Section 2. L'oubli de la règle <i>ne bis in idem</i>	415
Section 3. L'instrumentalisation de la règle <i>ne bis in idem</i> ?	416
Chapitre 2. La phase de reconstruction	418
Section 1. L'internationalisation du droit de la coopération judiciaire interétatique	419
Section 2. La contribution de la Cour de justice de l'Union européenne	420
Chapitre 3. La phase de consolidation	424
Fondements et objectifs de la coopération internationale en matière pénale	
Daniel FLORE	427
Introduction	427
Chapitre 1. Le champ d'investigation	427
Chapitre 2. La question des fondements et des objectifs : une réponse en deux temps	429
ANTHEMIS	705

Chapitre 3. Une première réponse	430
Chapitre 4. Le détour par le couple rapprochement/coopération	431
Section 1. La relation incrimination/coopération dans les instruments d'incrimination	432
Section 2. La relation incrimination/coopération dans les instruments de coopération	434
Section 3. La relation incrimination/coopération dans le cadre de la reconnaissance mutuelle	436
Section 4. Coopération, reconnaissance mutuelle et double incrimination	439
Chapitre 5. Un deuxième regard sur les fondements et objectifs de la coopération internationale	442
Reconnaissance et entraide	
Henri LABAYLE	445
Introduction	445
Chapitre 1. Le dogme de la reconnaissance mutuelle	445
Chapitre 2. Le pari de la confiance mutuelle	449
Section 1. Proclamation de la confiance mutuelle	449
Section 2. Impact de la confiance mutuelle	451
Section 3. Contrôle de la confiance mutuelle	453
Troisième partie	
Peines	
La peine privative de liberté en droit pénal européen et international : une « sanction à tout faire » ?	
Damien SCALIA	457
Introduction	457
Chapitre 1. Droit international pénal	458
Section 1. Fondement	459
Section 2. Objectifs	461
Chapitre 2. Droit pénal européen	465
Section 1. Fondement	466
Section 2. Objectifs	469

Chapitre 3. Quelques réflexions	472
Conclusion	476
Les justifications de la peine de prison : timidité du droit pénal européen et du droit international pénal face à la rationalité pénale moderne	
Thibaut SLINGENEYER	477
Introduction	477
Chapitre 1. Rappel des principaux constats	478
Chapitre 2. L'inexistence de la « peine privative de liberté » et l'omniprésence de la « peine d'emprisonnement » en droit international pénal	480
Chapitre 3. Une articulation entre un fondement prioritairement rétributif et un objectif prioritairement préventif	483
Section 1. Fondement rétributif	484
Section 2. Objectif préventif	486
Chapitre 4. La faible reconnaissance de la réparation et du pardon	488
Chapitre 5. Le principe de l' <i>ultima ratio</i> : du droit au devoir de punir	490
Chapitre 6. Condamnation individuelle et biopolitique	492
Chapitre 7. L'involution des finalités et le managérialisme pénal	493
Section 1. L'involution des finalités par repli et cumul	493
Section 2. Le managérialisme pénal	494
Conclusion	496
Peines pécuniaires	
Frédéric LUGENTZ	497
Introduction et objet de l'exposé – Notion de « sanction pécuniaire »	497
Chapitre 1. Les instruments internationaux à caractère général en vue de la reconnaissance mutuelle des décisions ordonnant des sanctions pécuniaires – L'émergence du principe de confiance réciproque entre autorités judiciaires de fors différents	499
Chapitre 2. Les amendes pénales	503
 ANTHEMIS	 707

Section 1. Le cadre de l'Union européenne	503
Section 2. Le cadre du Conseil de l'Europe	521
Chapitre 3. Les confiscations	526
Section 1. Le cadre de l'Union européenne	526
Section 2. Le cadre du Conseil de l'Europe	528
En guise de conclusion : observations générales	533

Reconnaissance mutuelle des peines pécuniaires

Michel TURK	535
Introduction	535
Chapitre 1. Reconnaissance des sanctions dans la chronologie de la coopération pénale internationale	535
Section 1. Extradition	536
Section 2. Entraide	537
Section 3. Reconnaissance des sanctions pécuniaires	538
Chapitre 2. Critiques du point de vue du GREPEC	540
Section 1. Absence d'un principe de reconnaissance mutuelle des incriminations	540
Section 2. Fondements et objectifs de la reconnaissance mutuelle des sanctions pécuniaires	541

Les sanctions administratives

Henri D. BOSLY	545
Introduction	545
Chapitre 1. Des secteurs du droit de l'Union européenne connaissant des sanctions administratives	546
Section 1. Les infractions en droit de la concurrence	546
Section 2. Le recours juridictionnel à l'encontre des décisions infligeant des amendes	549
Section 3. La protection des intérêts financiers de l'Union européenne	550
Chapitre 2. La notion autonome de matière pénale dans la jurisprudence européenne concernant l'article 6 de la CEDH	552
Section 1. Le droit de l'Union européenne et la CEDH	552

Section 2.	La jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme	553
Chapitre 3.	La reconnaissance du caractère pénal des amendes et ses conséquences en droit de l'Union européenne	555
Chapitre 4.	La reconnaissance du caractère pénal des amendes administratives et ses conséquences en droit national	557
Section 1.	Le développement des sanctions administratives en droit national : l'exemple de l'Allemagne et celui de la Belgique	557
Section 2.	Les conséquences de cette reconnaissance pénale	559
Conclusion		561
 Les sanctions administratives du point de vue dynamique		
Carlo SOTIS		563
Introduction		563
Chapitre 1.	La convergence entre sanctions administratives de type punitif et sanctions pénales au sens strict	564
Section 1.	Les convergences à fondement moraliste (du pénal à la sanction administrative)	564
Section 2.	Les convergences à fondement utilitariste (de la sanction administrative au pénal)	569
Chapitre 2.	Divergences entre sanctions administratives de type punitif et sanctions pénales au sens strict	572
Section 1.	Divergences à fondement utilitariste de type éthique (en faveur de la sanction pénale)	573
Section 2.	Divergences à fondement de type utilitariste (en faveur de la sanction administrative)	574
 Face à l'héritage des crimes de masse, la justice restauratrice : un changement de perspectives		
Stephan PARMENTIER, Kris VANSPAUWEN et Elmar WEITEKAMP		577
Introduction		577
Chapitre 1.	L'approche dominante : la justice rétributive	579
Section 1.	Les points forts et les faiblesses de la justice rétributive	579
Section 2.	Le triptyque du procès pénal	582
ANTHEMIS		709

Chapitre 2.	La justice restauratrice : un autre regard ?	583
Section 1.	Comprendre la violence de masse à travers le prisme de la justice restauratrice	584
Section 2.	Les commissions de vérité comme forme possible de mécanisme restaurateur	585
Chapitre 3.	Les violences de masse et la justice post-conflit à travers le prisme restaurateur	586
Section 1.	Chercher la vérité	587
Section 2.	Assurer l' <i>accountability</i> : où les auteurs sont amenés à rendre des comptes	588
Section 3.	Prodiguer la réparation aux victimes	590
Section 4.	Promouvoir la réconciliation	592
Conclusion		594
Les alternatives à la peine en droit international pénal et européen : réconciliation <i>versus</i> réparation ?		
Djoheur ZEROUKI-COTTIN et Yves CARTUYVELS		597
Introduction		597
Chapitre 1.	Fondements et objectifs des alternatives à la peine en droit international pénal	598
Section 1.	Le fondement des alternatives à la peine : une réponse à l'inadaptation de la justice pénale internationale face aux crimes de masse	599
Section 2.	Les objectifs des alternatives à la peine : sortir de la logique de la peine, faire émerger une vérité partagée, réconcilier	604
Chapitre 2.	Fondements et objectifs des alternatives à la peine en droit européen	608
Section 1.	La promotion de la médiation pénale	608
Section 2.	La dénaturation potentielle de la médiation pénale	611
Section 3.	Fondements et objectifs du droit européen dans le champ des alternatives à la peine	613
Fondements et objectifs de l'exécution de la peine en droit européen et international		
Marie-Aude BEERNAERT et Suliane NEVEU		617
Introduction		617

Chapitre 1. L'exécution de la peine en droit européen	617
Section 1. Une peine nationale dont l'exécution est transférée vers un autre État européen	617
Section 2. Les principaux instruments applicables	618
Section 3. Le consentement – initialement obligatoire, progressivement facultatif – du condamné	619
Section 4. L'accord – initialement obligatoire, progressivement facultatif – de l'État d'exécution	620
Section 5. Le régime d'exécution de la peine après transfert	621
Chapitre 2. L'exécution de la peine en droit international	623
Section 1. Une peine internationale dont l'exécution est, au moins pour partie, nationale	623
Section 2. La pratique des tribunaux <i>ad hoc</i>	625
Section 3. Les textes applicables devant la Cour pénale internationale	629
Chapitre 3. Quels fondements pour quels objectifs ?	630
Section 1. Les fondements	630
Section 2. Les objectifs	631
En guise de conclusion	634

Quelques réflexions inspirées de la pratique quant aux fondements et aux objectifs de l'exécution des peines en droit européen et en droit pénal international

Thierry MOREAU	637
Chapitre 1. Les fondements de l'exécution de la peine	639
Section 1. La peine et l'espérance	639
Section 2. La souveraineté de l'État	640
Section 3. Le contrat et le consentement	641
Chapitre 2. Les objectifs de la peine	644
Section 1. Au niveau du statut interne	644
Section 2. Au niveau du statut externe	647
Réflexions conclusives	649

L'objectif de satisfaction des victimes en droit pénal international

Xavier PIN	651
Introduction	651
Chapitre 1. Une justice inappropriée	656
Section 1. Au regard de la participation	656
Section 2. Au regard de la réparation	659
Chapitre 2. Une justice réappropriée	663
Section 1. Une justice plus collective	663
Section 2. Une justice plus restaurative	665

La directive 2012/29/UE : dernière étape du processus de construction d'un « droit européen des victimes de la criminalité »

Marco VENTUROLI	669
Introduction	669
Chapitre 1. Une définition toujours plus « victimologique » de la victime	670
Chapitre 2. Vers une « relativisation » de la notion de victime vulnérable	671
Chapitre 3. La victime vulnérable comme destinataire d'instruments particuliers de protection	675
Chapitre 4. Le droit d'information et de participation à la procédure comme forme primaire de compensation symbolique de la victime	676
Chapitre 5. La <i>restorative justice</i> : entre tentative d'expansion et nouvelles garanties	679
Chapitre 6. L'insoluble nœud problématique de la nécessité d'un équilibre entre les intérêts de la victime et les garanties de l'accusé	681

Conclusions

Françoise TULKENS	685
-------------------	-----